

**Centre Communal d'Action Sociale - Habitat Spécifique - Acquisition
d'une maison 31, rue du Funiculaire - Garantie de la Ville
pour le remboursement à hauteur de 50 % d'un emprunt de 221 600 F
auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations**

M. LE DÉPUTÉ-MAIRE, Rapporteur : Le 26 juin 1990, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale a décidé de procéder à l'acquisition d'une maison sise à Besançon, 31, rue du Funiculaire dans le cadre des opérations d'habitat spécifique et afin de permettre le relogement d'habitants de la Cité de l'Escale.

Pour financer cette opération, la Caisse des Dépôts et Consignations accepte de consentir au CCAS un prêt, d'un montant de 221 600 F, d'une durée de 32 ans au taux fixe de 5,8 %, pour lequel la garantie de la Ville est demandée.

Le Conseil Municipal est invité à réserver une suite favorable à cette demande et, en conséquence, à prendre la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu la demande formulée par le Centre Communal d'Action Sociale tendant à obtenir la garantie de la Ville de Besançon pour le remboursement, à hauteur de 50 %, d'un prêt de 221 600 F de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer en partie l'acquisition d'une maison 31, rue du Funiculaire, dans le cadre des opérations habitat spécifique. Le Conseil Général sera sollicité pour la garantie des 50 % restants.

Etant donné que le montant total des annuités d'emprunts déjà garantis ou cautionnés à échoir au cours de l'exercice, majoré du montant net des annuités de la dette communale, n'excède pas un pourcentage défini par décret, des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget communal,

Après en avoir délibéré, décide :

Article 1^{er} : La Ville de Besançon accorde sa garantie, à hauteur de 50 %, au Centre Communal d'Action Sociale pour le remboursement d'un emprunt de 221 600 F que cet établissement se propose de contracter pour une période de 32 ans auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer l'acquisition d'une maison 31, rue du Funiculaire, dans le cadre des opérations d'habitat spécifique.

Le taux d'intérêt appliqué sera celui en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis et assimilés publiés par l'INSEE (TMO).

Au cas où cet établissement, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Besançon s'engage à en effectuer le paiement, en son lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 2 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant de l'annuité.

Article 3 : M. le Député-Maire est autorisé à intervenir au nom de la Commune au contrat d'emprunt à souscrire par le Centre Communal d'Action Sociale.

Après en avoir délibéré et sur avis favorable de la Commission du Budget, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte cette délibération.